

*Neoliberalism and After ? Education, Social Policy and the Crisis of Western Capitalism*, Michael A. PETERS, 2011, Bruxelles, Peter Lang, 222 p.

Raúl Bernal-Meza and Donatela Orsi

Volume 44, Number 1, March 2013

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1015131ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1015131ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Bernal-Meza, R. & Orsi, D. (2013). Review of [*Neoliberalism and After ? Education, Social Policy and the Crisis of Western Capitalism*, Michael A. PETERS, 2011, Bruxelles, Peter Lang, 222 p.] *Études internationales*, 44(1), 140–142.  
<https://doi.org/10.7202/1015131ar>

Parmi ces contributions, celle d'Augustin E. Ferraro met l'accent sur le destin particulier de la fonction publique en Argentine. Historiquement, à la suite de la dictature militaire qui, dans sa période récente (1976-1983), s'est muée en bureaucratie autoritaire, les acteurs politiques manquaient totalement de confiance dans toutes les couches de la bureaucratie existante : la fonction publique, même rénovée, a donc été ignorée, voire contournée, par la création d'une bureaucratie parallèle. Dans le même mouvement, Ferraro souligne le déclin de la fonction publique professionnelle, remplacée par des emplois contractuels ou par d'autres formes d'embauches. Dans ce pays, le système des dépouilles a pris une importance majeure, avec les effets négatifs qui lui sont associés : du personnel en place sans expérience ni compétence particulière, des décideurs entourés de conseillers redevables, qui leur disent ce qu'ils veulent entendre, des échelons administratifs pléthoriques aux niveaux les plus hauts. Globalement, cet article illustre l'échec de la mise en place d'une fonction publique en Argentine.

Akira Nakamura et Masao Kikuchi s'intéressent au Japon, dans le contexte de l'arrivée au pouvoir du parti historique d'opposition et de la critique croissante de la bureaucratie et de ses dirigeants. Les auteurs expliquent comment les liens forts entre les groupes de pression, les politiques et les hauts fonctionnaires ont contribué à ce rejet. De la même manière, ils rappellent les erreurs majeures commises par l'administration centrale et les dossiers de corruption. Cependant, ils soulignent aussi la taille réduite de l'administration japonaise, en comparaison avec celle des autres pays de l'OCDE,

et le déclin du nombre de fonctionnaires ces dernières années. Enfin, les deux auteurs indiquent comment les modes de management traditionnels de l'administration ont contribué à sa mauvaise image dans la population et précisent les pistes de réformes en cours à la fin des années 2000. Tout en affirmant que les traditions anciennes sont si ancrées dans la bureaucratie japonaise qu'il faudra du temps avant de ressentir les effets d'une réforme.

Dans *International Handbook on Civil Service Systems*, le dosage entre apports théoriques et analyses des terrains nationaux est réussi. Le lecteur, qu'il soit étudiant, chercheur ou fonctionnaire en quête de clefs de compréhension de son environnement, trouvera ce qu'il cherche. La lecture intégrale de l'ouvrage offre une analyse comparée très riche des systèmes de la fonction publique dans le monde, en résonance avec des enjeux actuels.

Aurélia GAMBARRAZA  
EPISMS du Bas-Chablais, France

### **Neoliberalism and After ? Education, Social Policy and the Crisis of Western Capitalism**

Michael A. PETERS, 2011,  
Bruxelles, Peter Lang, 222 p.

Les politiques néolibérales ont été mises en œuvre dans différents pays. Le livre de Peters nous aide à avoir une vue plus précise sur les politiques sociales et éducatives prônées par le néolibéralisme. L'analyse que fait l'auteur du néolibéralisme est fortement influencée par Foucault ainsi que par la critique néomarxiste. Peters souligne l'importance de la théorie des systèmes pour évaluer la complexité du phénomène et aussi ses liens avec

tout autre système. L'auteur nous dit que c'est le point qui doit être ciblé pour les recherches futures.

Le livre, divisé en une introduction et dix chapitres, passe en revue cette ligne de pensée depuis ses origines et ses fondements, pour arriver à son application dans l'éducation et l'analyse de cas nationaux particuliers. Peters rapporte, par exemple, que l'éducation en Nouvelle-Zélande a été restructurée à travers les politiques du nouveau droit, dont il traite pendant trois chapitres. L'éducation dans ce pays est un exemple de la transformation des institutions publiques par la mise en œuvre du néolibéralisme dans des États qui avaient des économies d'État-providence.

En début d'ouvrage, Peters fait référence aux créateurs idéologiques du libéralisme et aux théories que ceux-ci proposent. Le point de départ idéologique du néolibéralisme a été la création par Hayek, en 1947, de la Société du Mont-Pèlerin, qui visait à faciliter l'échange d'idées entre universitaires, avec l'espoir de renforcer les principes et la mise en œuvre d'une société libre et d'étudier les forces et les faiblesses d'une économie orientée vers le marché. Pendant les années 1980, une branche du néolibéralisme est devenue le paradigme dominant de la politique publique. Selon l'auteur, cette transformation s'est manifestée principalement dans les domaines de l'éducation et de la politique sociale.

La nouvelle droite (*New Right*) reconnaît la primauté de la croyance dans l'individualisme comme principe unificateur et sous-jacent. Parmi les inspirateurs de la nouvelle droite, nous trouvons Hayek, Nozick et Macpherson, ainsi que les théories de Hobbes et de

Locke à propos des obligations personnelles. Le vrai individualisme signifie qu'il n'existe pas d'autres moyens de comprendre un phénomène social que des actions individuelles orientées vers autrui et guidées par leur comportement attendu. Selon Peters, c'est dans cette perspective que Hayek a développé les notions d'« État minimal » et de « propriété privée ».

La croissance du néolibéralisme et les discours associés sur la nouvelle gestion publique ont produit un changement fondamental dans la façon dont les universités et les autres établissements d'enseignement supérieur ont défini et justifié leur existence. Dans un environnement néolibéral mondial, le rôle de l'éducation pour l'économie, du point de vue des gouvernements, est très important, soulignant que l'enseignement supérieur est devenu le nouveau cheval de bataille des politiques publiques. Les universités dans ce modèle ont commencé à se soucier de leur réputation et sont devenues intolérantes aux critiques négatives. Ces politiques sont le résultat logique de la privatisation.

En commençant par le Chili en 1973, une autre étude de cas national, l'auteur rappelle que des administrations et des régimes politiques fondés sur un État minimaliste et un marché mondial ouvert ont été brutalement mis en place par la force et la coercition, contre la règle de droit, et cela, de façon antidémocratique. Ce mode de fonctionnement imposé était très répandu dans les années 1980 à travers des « ajustements structurels » promus par le FMI et la Banque mondiale. L'auteur explique comment les politiques néolibérales et néoconservatrices s'appliquèrent dans un certain nombre de pratiques, qui pouvaient être définies

comme « le gouvernement du marché », afin de produire des citoyens responsables et susceptibles d'utiliser leurs propres compétences entrepreneuriales et d'autogouvernement. Ce chapitre s'appuie sur l'analyse de Foucault sur la gouvernementalité (*governmentality*) et sur la manière dont la promotion de la culture d'entreprise a marqué le néolibéralisme et les politiques néolibérales ainsi que la Troisième Voie (*Third Way*).

En bref, le livre est un récit historique sur l'éducation, sur le néolibéralisme en tant que concept et doctrine et sur les débats idéologiques qui l'ont vu naître. Comme il est déjà arrivé au cours de l'histoire, cette idée doit affronter des situations qui modifient l'état des choses. La crise qui a débuté aux États-Unis à la fin des années 2000, et qui s'est répandue par la suite au reste du monde, a ainsi été un moment clé. L'auteur souligne que l'Amérique latine, en tant que lieu géographique où le néolibéralisme s'est développé ces dernières années, a en fait pris un virage à gauche sous la consigne « rétablissons la justice sociale et la redistribution ».

Si l'auteur soutient que bon nombre des changements survenus sous le signe du néolibéralisme sont irréversibles en matière d'éducation, la « génération.net » est néanmoins, maintenant, dans la classe et dans l'économie du savoir. Et l'éducation est de plus en plus liée au bien-être et à la démocratie. Peters conclut que nous vivons aujourd'hui le retour de l'État-providence.

Raúl BERNAL-MEZA  
Donatela ORSI

Universidad Nacional del Centro  
de la Provincia de Buenos Aires  
Argentine

## DROIT INTERNATIONAL

### Le droit international humanitaire face aux défis du XXI<sup>e</sup> siècle

Abdelwahab BIAD et Paul TAVERNIER,  
2012, Belgique, Bruylant, 325 p.  
(Collection du CREDHO)

Provenant d'un désir de réfléchir sur les transformations constantes des deux branches du droit international, soit le droit des conflits armés et le droit international humanitaire, cet ouvrage, dirigé par le professeur émérite Paul Tavernier et le maître de conférences Abdelwahab Biad, contient les Actes du colloque présenté en 2010 à Rouen par le CREDHO (Centre de recherches et d'études sur les droits de l'Homme et le droit humanitaire) en coopération avec le CREDHO Paris Sud. Comme l'énonce son titre, le fil conducteur qui sous-tend l'ensemble des communications est la réflexion portant sur l'évolution de la problématique du droit international humanitaire au 21<sup>e</sup> siècle. L'ouvrage s'inscrit donc dans le champ du droit international et vise à enrichir, tout en réactualisant, les contributions liées au droit humanitaire. Tavernier et Biad le soulignent : tous les sujets ne peuvent être traités, et l'accent est mis sur certaines questions choisies, telles que le nouvel emblème de la Croix-Rouge, le développement de la Cour pénale internationale ainsi que l'importance de la prise en considération des victimes des conflits armés. Quatre sections principales façonnent l'ouvrage : un rapport introductif, une partie théorique, une partie portant sur les victimes et une dernière sur les nouveaux acteurs. Cette variété de contributions et de sujets offre au lecteur un tour d'horizon substantiel et une mise à jour indispensable dans un domaine comme celui-ci.